



Fédération
Nationale des
Syndicats
Maritimes



Communiqué

GOVERNEMENT ET ARMATEURS :

FOSSOYEURS DU MARITIME FRANÇAIS,

... de l'emploi, et du pavillon français 1er registre !!!

Le maritime est dans la tourmente ! Depuis plusieurs années, ce secteur est attaqué de toutes parts au profit de la concurrence internationale, source d'un dumping social mortifère.

Après avoir vu quasiment disparaître les navires au long cours, et par là même l'emploi, avec la complicité des gouvernements successifs qui ont laissé –sous le prétexte fallacieux de redynamiser le maritime– s'installer les pavillons de complaisance et le RIF, pavillon de second registre qui emploie très peu de marins français mais apporte beaucoup de profits aux armateurs.

Aujourd'hui, dans le paysage maritime français, il ne reste plus pratiquement – en termes d'emplois– que des armements faisant de la prestation de service portuaire ou de sécurité, des passages d'eau (transport à passagers vers les îles telles Ouessant, Belle-Ile en Mer et autres ...) et les navires à passagers, gros pourvoyeurs d'emplois de marin français.

Ayant tout décimé auparavant, il ne reste plus que le secteur des ferries à détruire afin d'éradiquer complètement les marins français.

Longtemps, les marins ont résisté par diverses luttes entamées tant au plan national que local, en essayant de mettre en place des textes protégeant l'emploi dans ce secteur et qui auraient, également, un impact positif sur les services portuaires et passages d'eau.

➔ Suite aux luttes, un texte est sorti sous la pression de la CGT mais, malheureusement, le gouvernement en place l'a vidé de son point principal «les contrats de droit français ».

En promettant la validation du texte de la CGT, le gouvernement voulait juste calmer les esprits très chauds des marins.

Aujourd'hui, le constat est des plus alarmants car les armateurs –et nous ne sommes même plus dans une concurrence internationale ou européenne mais

Franco/française continuent le dépouillage du pavillon et des compagnies maritimes, pétrolières, recherche sismique et ceci sous l'œil bienveillant d'un ministre des transports qui ne bouge pas le petit doigt et ce, malgré les demandes incessantes des fédérations de marins de revoir le texte soi-disant protecteur qui est le décret «du pays d'accueil» en l'amendant du contrat de droit français.

Le gouvernement trouve toutes sortes de prétextes pour ne pas revenir sur ce texte qui serait, pourtant, protecteur pour ce secteur durement touché !

Face au laxisme de ce gouvernement, les compagnies de transports à passagers continuent de perdre des navires, des emplois. De plus, les armateurs se servent de la possibilité de dépavillonner pour faire des pressions sur les salariés afin de baisser les conditions sociales de ces derniers.

- Les constats, avérés aujourd'hui, après le démantèlement d'une partie de la SNCM, le gouvernement -qui a non seulement permis mais cautionné cela - laisse des armateurs

corses venir faire de la concurrence déloyale, à l'identique de Corsica Ferries, à ce qui reste de la compagnie méditerranéenne avec un pavillon bis danois et des marins communautaires.

- Dans une autre compagnie bretonne celle-là, l'armateur se sert de la menace de dépavillonner de ses navires afin de faire passer des accords à la baisse alors qu'il n'a aucune concurrence ! De surcroît, et pour mieux concurrencer les autoroutes de la mer, ce même armateur va affréter un navire sous pavillon étranger avec, bien évidemment, des marins à bas coût et tout ceci sous l'œil bienveillant du ministère concerné !

Il est, aujourd'hui, important de fédérer et de se mobiliser fortement contre ce gouvernement qui sacrifie le maritime français, l'emploi et le pavillon français 1er registre.

LA CGT APPELLE L'ENSEMBLE DU MONDE MARITIME
-MARINS, SEDENTAIRES-
TOUS GENRES DE NAVIGATION CONFONDUS
A SE RASSEMBLER AFIN DE PRESERVER NOS EMPLOIS,
NOS CONDITIONS SOCIALES ET SALARIALES
EN UN MOT : NOS ACQUIS !!

Montreuil, le 14 janvier 2016

Contacts :

UIT CGT : 01 55 82 80 47

FNSM CGT : 01 55 82 80 45

FOMM UGICT CGT : 06 76 46 76 06